

**LE DROIT
AU SERVICE
DES FEMMES ?**

RABAT, 18-19 MAI 2017

**LE DROIT
AU SERVICE
DES FEMMES ?**

PROGRAMME

Le Droit au service des femmes

Regards partagés sur les droits patrimoniaux
des femmes au Maroc et en France
Rabat, 18 et 19 mai 2017

La Tour Hassan Palace
26 rue de Chellah, Rabat, Maroc

Les rapports du droit avec la situation sociale, et en particulier la situation économique, des femmes sont ambivalents. Le droit peut être sollicité pour consolider des distinctions entre les hommes et les femmes – et maintenir les secondes dans une position sociale que l'on pourra juger subalterne et en tout cas différente de celle dévolue aux hommes, ce qui révèle la participation du droit à l'assignation de certaines catégories de personnes à certaines fonctions. Inversement, le droit peut être mobilisé pour remettre en cause certaines distinctions, ou bien pour prendre acte d'une profonde modification des rapports sociaux de sexe, ou bien pour la provoquer. Cette plasticité du droit invite à la réflexion.

Mais, au-delà de l'interrogation sur les objectifs, c'est la question de la méthode qui doit se poser : une neutralisation formelle des énoncés juridiques est-elle nécessaire pour construire une société plus harmonieuse – car permettant à chacune et chacun d'y trouver sa place ? est-elle suffisante pour atteindre l'égalité qui serait recherchée ? sinon, quels outils juridiques instaurer pour construire, au-delà de l'égalité formelle, l'égalité réelle que certains systèmes juridiques se donnent comme horizon ?

A partir d'un terrain d'étude privilégié, les droits patrimoniaux des femmes, de nombreux spécialistes, praticiens comme universitaires, de France et du Maroc, dialogueront pour construire, ensemble, des pistes de réflexion.

Jeudi 18 mai 2017

8h30

Ouverture

Mot de bienvenue

- Jean-Marc Berthon, conseiller de coopération et d'action culturelle, ambassade de France au Maroc
- Driss El Yazami, président du Conseil National des Droits de l'Homme, Royaume du Maroc

Prolégomènes

- Payam Shahrjerdi, responsable du pôle gouvernance, ambassade de France au Maroc
- Marc Pichard, professeur de droit privé à l'Université Paris-Nanterre

Première session : APPROCHES DE L'EGALITE FEMMES-HOMMES

Sous la présidence de Driss El-Yazami, Président du Conseil National des Droits de l'Homme

9H00-10H30

Table ronde 1 : SOURCES ET CONCEPTIONS DE L'EGALITE

Exposé introductif : Nadia Bernoussi, Professeure de droit public, Rabat

Discutants :

| | | |
|--------------------|--|--|
| Stéphane CAPORAL | Professeur de droit public, Université de Saint-Etienne | L'affirmation du principe d'égalité en droit français |
| Jean-Philippe BRAS | Professeur de droit public, Université de Rouen | L'équilibre entre les sources juridiques de l'égalité dans une perspective régionale |
| Rajaa NADIFI | Professeure à faculté des Lettres Ain-Chock, responsable du Master Genre, Société et Culture en Méditerranée | Les lois égalitaires au Maroc : les paradoxes de la transition |

Pause-café

11h00-13h00

Table ronde 2 : OUTILS ET ACTEURS DE L'EGALITE

Exposé introductif : Brigitte Grésy, Secrétaire générale du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Discutants :

| | | |
|-------------------|---|---|
| Martine JAUBERT | Cheffe du bureau de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie personnelle et sociale, ministère des Affaires sociales et de la Santé | Le dispositif ministériel de protection et de promotion des droits des femmes en France |
| Sophie MAÎTRE | Magistrate, rédactrice au Bureau du droit des personnes et de la famille, ministère de la Justice | Les violences conjugales et de l'ordonnance de protection |
| Samia EL HAMDAOUI | Substitut du procureur du Roi, tribunal de première instance de Salé | Le traitement judiciaire des violences faites aux femmes |
| Gwenola JOLY-COZ | Présidente du tribunal de grande instance de Pontoise, ancienne directrice de cabinet de la secrétaire d'Etat en charge des droits des femmes | La représentativité paritaire au sein du ministère de la Justice |

Vendredi 19 mai 2017

Troisième session : HERITAGE ET DROITS PATRIMONIAUX DES FEMME

Sous la présidence de Marie-Noëlle Jobard-Bachelier, Professeure émérite de l'Université Paris Nanterre

9h30-10h45

Table ronde 1 : SOURCES DES DROITS SUCCESSORAUX

Exposé introductif : Rajaa Naji Mekkaoui, Professeure de droit privé, Université de Rabat

Discutants :

| | | |
|------------------|--|---|
| Kholoud MILANI | Doctorante en sociologie, Université de Rabat | L'héritage au Maroc, entre la norme religieuse et la pratique sociale |
| Bernard VAREILLE | Professeur de droit privé, Université de Limoges | L'évolution du droit successoral français au prisme de l'égalité entre les femmes et les hommes |
| Thomas MAERTENS | Notaire à Paris | Le droit international privé successoral et la protection des droits des femmes |

Pause-café

11h15-13h

Table ronde 2 : DROITS SUCCESSORAUX DES FILLES ET DES SŒURS

Exposé introductif : Rabea Naciri, Conseil National des Droits de l'Homme

Discutants :

| | | |
|-----------------------------|---|---|
| Nouzha Guessous | Professeure, Université Hassan II, Casablanca, membre de la Commission de réforme de la Moudawana | La révision de la règle du Ta3ssib |
| Christine Dousset-Seiden | Maître de conférences en histoire moderne, Université de Toulouse | Une perspective historique sur les transmissions inégalitaires en France |
| Sibylle Gollac | Sociologue, CNRS | Les pratiques de transmissions inégalitaires en France |
| Saad Assaban | Magistrat, Tribunal de première instance de Salé | L'application par le juge des règles du droit des successions au sein d'une fratrie |
| Floriane Maisonnasse | Maître de conférences en droit privé, Université de Montpellier | Le statut juridique des aidants familiaux et le traitement juridique des aides en droit successoral |
| Sara Godechot-Patris | Professeure de droit privé, Université Paris-Est Créteil | L'accueil des situations étrangères inégalitaires en droit international privé français |
| Isabelle Abergel-Farabolini | Notaire à Paris, docteure en droit | La mise en œuvre de l'ordre public international français : incertitudes pratiques |
| Abdallah Ounnir | Professeur de droit privé, Université de Tanger | L'accueil des situations étrangères égalitaires en droit international privé marocain |

| | | |
|-----------------|------------------------------------|--|
| Ismaël WARSHEID | Anthropologue du droit, EHESS/CNRS | Les recours féminins à l'instance judiciaire islamique aux époques prémodernes |
| Sibylle GOLLAC | Sociologue, CNRS | La féminisation de la fonction de juge aux affaires familiales |

Deuxième session : MARIAGE ET DROITS PATRIMONIAUX DES FEMMES

Sous la présidence de Leila Rhiwi, représentante d'ONU Femmes au Maroc

14h30-16h00

Table ronde 1 : ORGANISATION DES RAPPORTS PATRIMONIAUX ENTRE EPOUX

Exposé introductif : Fatna Sarehane, professeure de droit privé, Université Hassan II, Casablanca

Discutants :

| | | |
|--------------------------------|---|---|
| Nouzha GUESSOUS | Professeure, Université Hassan II, Casablanca, membre de la Commission de réforme de la Moudawana | Les fondements traditionnels - fiqhi, culturels et sociaux- des lois marocaines |
| Marie-Noëlle JOBARD-BACHELLIER | Professeure émérite de l'Université Paris Nanterre | Les enjeux, en droit international privé, des qualifications des normes régissant les rapports patrimoniaux entre époux |
| Christine DOUSSET-SEIDEN | Maître de conférences en histoire moderne, Université de Toulouse | La construction historique des pouvoirs des femmes sur les biens en mariage |
| Clothilde GRARE-DIDIER | Professeure de droit privé, Université Paris V Descartes | Le statut de l'égalité entre hommes et femmes dans le droit des régimes matrimoniaux français |

Pause-café

16h30-18h

Table ronde 2 : CONSEQUENCES PATRIMONIALES DU DIVORCE

Exposé introductif : Abdallah Ounnir, professeur de droit privé, Université de Tanger

Discutants :

| | | |
|-----------------------------|---|--|
| Bernard VAREILLE | Professeur de droit privé, Université de Limoges | Les mécanismes de compensation du travail domestique |
| Isabelle ABERGEL-FARABOLINI | Notaire à Paris, docteure en droit | Les accords entre époux |
| Nicolas RAFIN | Maître de conférences en sociologie, Université de Nantes | La prestation compensatoire |
| Didier MALINOSKI | Juge aux affaires familiales | Les critères d'attribution d'une prestation compensatoire |
| Abdelhadi ELBATTACHE | Magistrat, chef de service à la direction des Affaires civiles, ministère de la Justice | L'égalité entre les époux face au divorce |
| Malika BENRADI | Professeure de droit privé, Université de Rabat | La réception du Code de la famille marocain par l'ordre juridique européen |

14h30-16h

Table ronde 3 : DROITS SUCCESSORAUX DES VEUVES

Exposé introductif : Mounia El Bahja, notaire à Rabat

Discutants :

| | | |
|-----------------------------|---|---|
| Manuella Bourassin | Professeure de droit privé, Université Paris Nanterre | Les ambiguïtés de l'évolution des droits des conjoint.e.s survivant.e.s en droit français |
| Isabelle Abergel-Farabolini | Notaire à Paris, docteure en droit | Les difficultés liquidatives des droits des conjoint.e.s survivant.e.s en droit français |
| Malika Benradi | Professeure de droit privé, Université de Rabat | Les inégalités femmes/hommes dans le système successoral marocain : sujet de débat |
| Floriane Maisonnasse | Maître de conférences en droit privé, Université de Montpellier | Les droits et obligations alimentaires des veuves |
| Sara Godechot-Patris | Professeure de droit privé, Université Paris-Est Créteil | L'accueil des situations étrangères inégalitaires en droit international privé français |

Conclusions générales : Marc Pichard, professeur de droit privé à l'Université Paris-Nanterre

Dialogues méditerranéens

Le Droit au service de l'égalité entre les femmes et les hommes

Auditorium du Musée Mohammed VI 18h00 – 20h00

Driss El Yazami

Marie-Noëlle Jobard-Bachelier, Nadia Bernoussi, Brigitte Grésy,
Rabea Naciri, Marc Pichard, Sophie Robin-Olivier
Payam Shahrjerdi, modérateur

Déroulé de la conférence :

- Restitution des Rencontres méditerranéennes « Le Droit au service des femmes ? »
 - Éléments de droit matériel comparé, Marc Pichard
 - Moyens de résolution des conflits de systèmes juridiques, Marie-Noëlle Jobard-Bachelier
- Egalité femmes/hommes et évolution des normes : Brigitte Grésy et Rabea Naciri
- L'argument de la non-discrimination : Sophie Robin-Olivier et Nadia Bernoussi
- Universalisme et pluralisme : Driss El Yazami

INTERVENANTS

Isabelle ABERGEL-FARABOLINI

Notaire à Paris, docteure en droit comparé, spécialisée en droit de la famille et droit international privé.

Elle a contribué à la rédaction d'articles et d'ouvrages de droit comparé dans le cadre de sa profession en qualité de membre de l'association des notaires des métropoles européennes et ancien membre de la chambre interdépartementale des notaires de Paris.



Malika BENRADI



Docteure d'Etat en droit privé (Université des Sciences Sociales de Toulouse - 1981). Professeure à la Faculté de Droit - Rabat Agdal. Professeure invitée aux Facultés de droit de Paris, Institut Baker Houston, Harvard law school, avocate (Barreau de Rabat), Ex - Présidente Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement (Dakar), Directrice du 5^e Congrès des Recherches Féministes Francophones 2008, Membre du groupe de Haut Niveau - Centre Africain de Recherche et d'Innovation- Addis Ababa.

Nadia BERNOUSSI

Professeure de droit constitutionnel et d'institutions politiques. Elle enseigne cette matière à l'Ecole nationale supérieure de l'administration de Rabat, à la Faculté de droit Rabat-Agdal, à l'Académie marocaine des études diplomatiques et à l'université internationale de Rabat, ainsi qu'à l'Institut royal de l'administration territoriale et à l'Ecole de gouvernance et d'économie. Elle a enseigné aux Facultés de droit de Montpellier, d'Aix-en-Provence, Paris I et Tunis. Elle a été Directrice (pi) de l'ENA pendant 3 ans. Elle est membre fondateur de l'Association marocaine de droit constitutionnel et de l'Association marocaine des sciences politiques et membre fondateur de l'Association arabe de droit constitutionnel ainsi que du réseau Mixité et Gouvernance. Elle a été membre observateur des élections législatives à Djibouti en 2003 et a été présidente du Réseau africain de droit constitutionnel. Nadia Bernoussi a été membre de la Commission consultative de la révision de la Constitution et décorée à cette occasion par Sa Majesté le Roi Mohammed VI du Wissam « al Arch ». Enfin, elle a été décorée en mai 2017 des insignes de chevalier de la Légion d'honneur.





Manuella BOURASSIN

Professeure agrégée de droit privé à l'Université Paris Nanterre. Elle y dirige le Centre de droit civil des affaires et du contentieux économique, ainsi que le Master Droit notarial.

Ses enseignements et recherches portent sur le droit patrimonial - droit des obligations, droit des sûretés et droit des successions. Elle a consacré des articles et ouvrages aux relations de dépendance économique au sein des familles (Contrats et dépendance familiale ; Les Droits des grands-parents, une autre dépendance ?).

Jean-Philippe BRAS

Professeur de droit public à l'Université de Rouen. Il a occupé antérieurement des fonctions à l'Institut International d'Administration Publique de Paris et dans les écoles nationales d'administration de Rabat et de Tunis. Il a dirigé l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (MAE-CNRS) à Tunis de 1997 à 2003, et l'Institut d'Etudes de l'Islam et des Sociétés du monde Musulman (IISMM) à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) de 2006 à 2010.



Ses recherches portent principalement sur l'évolution des systèmes administratifs, les régimes politiques des pays du Maghreb, et les questions de droit relatives au monde musulman



Stéphane CAPORAL-GRECO

Professeur agrégé de droit public à l'Université de Saint-Etienne / Communauté d'universités de Lyon, doyen honoraire de la Faculté de droit, membre du Centre de recherches critiques sur le droit UMR CNRS 5137. Membre du comité scientifique de la revue Politeia. Les Cahiers de l'Association Française des Auditeurs de l'Académie Internationale de Droit Constitutionnel. Spécialités : droit constitutionnel, théorie et philosophie politiques et juridiques.

Pauline CHABBERT

Directrice associée - Groupe Egaé

Pauline Chabbert est consultante et formatrice, experte des questions d'égalité femmes-hommes et d'intégration du genre dans les politiques publiques et les programmes de développement. Elle forme et accompagne de nombreuses administrations, collectivités, ONG et organisations internationales dans leurs réflexions, diagnostics et plans d'action sur le genre et l'égalité femmes-hommes, en France et à l'international.

Elle coordonne également le projet des Expertes et le site expertesfrancophones.org qui vise à lutter contre l'invisibilité des femmes dans les médias.



Mounia EL BAHJA

Née à Rabat le 20 Juin 1979, est notaire en exercice à Rabat. Après obtention du diplôme de l'école de notariat de Toulouse en 2001, elle a passé plusieurs années de stage dans différentes études de notaires au Maroc avant de réussir l'examen national professionnel des notaires au Maroc en Décembre 2009. Le titre de notaire en poche, Mounia EL BAHJA, repart en France dans le but d'achever le cursus notarial Français, elle obtient en 2012 un master en ingénierie du patrimoine de l'université Toulouse I et le diplôme supérieur de notariat de l'école de notariat de Paris délivré par l'université Panthéon Assas en Décembre 2014. Passionnée par les questions qui relèvent du droit international privé en matière de droit de la famille, Mounia EL BAHJA, prépare une thèse de doctorat sur ce sujet en droit comparé (France/Maroc) à l'université Panthéon Assas sous la direction du Professeur Michel GRIMALDI.



Driss EL YAZAMI



Nommé président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) par Sa Majesté le Roi Mohammed VI. Diplômé du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes de Paris, M. El Yazami, ancien membre de l'Instance Equité et Réconciliation, du Conseil consultatif des droits de l'Homme et membre du Conseil d'administration de la Fondation des Trois Cultures (Espagne). Il est délégué général de Génériques, une association spécialisée dans l'histoire des étrangers et de l'immigration en France et rédacteur en chef de la revue «Migrance». M. El Yazami est ancien vice-président de la Ligue française des droits de l'Homme (LDH), ancien

secrétaire général de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FLDH) et ancien membre du Comité exécutif du Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme. Depuis 2004, il est président de la Fondation euro-méditerranéenne de soutien aux défenseurs des droits de l'Homme et membre du Conseil d'orientation et du Conseil d'administration de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration en France. M. El Yazami fut co-réalisateur du film «France, terre d'Islam?» en 1984. Il a également été commissaire de plusieurs expositions : - «France des étrangers, France des libertés» (Marseille, Arche de la défense, Orléans, Strasbourg, 1989-1992); - «Au miroir de l'autre, immigration en France et en Allemagne-Francfort» en mai 1993; - «Génération, un siècle d'histoire des Maghrébins en France» (Lyon, Paris - 2009); Driss El Yazami est co-auteur de plusieurs publications: - «Pour les droits de l'Homme» (bilingue : français-anglais - Ed. Syros-Artis, Paris 1989); - «Les étrangers en France, guide des sources d'archives publiques et privées (XIXè-XXè siècles); - «Le Paris arabe» (Ed. La Découverte - 2003); - «Génération» (Gallimard, 2009); Il est aussi auteur (avec Rémy Schwartz) du «Rapport pour la création d'un Centre national de l'histoire et des cultures de l'immigration», remis en novembre 2001 au Premier ministre français, et de plusieurs articles publiés dans la presse française. M. Driss El Yazami, a été élevé au grade de chevalier de la Légion d'honneur de la République française dans le cadre de la promotion du 14 juillet 2010. Il est depuis décembre 2007 président du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger.

Sara GODECHOT-PATRIS

Professeure à l'Université Paris-Est Créteil, après avoir successivement été en poste à l'Université de Tours et de Paris II. Elle a rédigé une thèse sur l'articulation du trust et du droit des successions sous la direction du Professeur Y. Lequette. Ses enseignements touchent essentiellement au droit international privé et au droit patrimonial et extra-patrimonial de la famille. Depuis sa thèse elle conduit de concert des recherches en droit international privé de la famille et en droit interne des successions.





Sibylle GOLLAC

Sociologue au CNRS au sein de l'équipe « Culture et sociétés urbaines » du Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris. Travaillant aujourd'hui sur l'héritage et les séparations conjugales, et la façon dont le droit et ses professionnel-le-s les encadrent, ses recherches portent sur les mobilités sociales et le rôle du patrimoine dans la reproduction des rapports sociaux de classe et de sexe, ainsi que sur la place de l'économique et du juridique dans les relations de parenté et les inégalités de genre.

Clothilde GRARE-DIDIER

Agrégée de droit privé et de sciences criminelles
Professeur à l'Université Paris-Descartes (Paris V)
Co-directeur du Master 2 de droit notarial
Membre du Centre de recherche en droit des affaires et gestion
Responsable de l'axe ingénierie patrimoniale
Enseignante au centre de formation professionnelle notariale de Paris
Spécialisée en droit civil et plus particulièrement en droit de la responsabilité et droit patrimonial de la famille



Brigitte GRESY

Agrégée de grammaire, elle enseigne quelques années avant de rejoindre le ministère des finances et de l'Industrie à sa sortie de l'École nationale d'administration. Elle se consacre ensuite pendant plus de quinze ans aux questions de l'égalité entre les hommes et les femmes, d'abord comme cheffe du Service des droits des femmes et de l'égalité puis comme directrice de cabinet de la ministre en charge de ces questions. Nommée inspectrice générale des affaires sociales, elle a écrit de nombreux rapports sur l'image des femmes dans les médias et les expertes, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes où elle propose les quotas dans les conseils d'administration, les enjeux de la parentalité en entreprise et la socialisation différenciée des filles et des garçons dans les établissements d'accueil de la petite enfance. Membre de l'Institut européen de Vilnius sur l'égalité puis membre du Haut conseil à l'égalité, elle se consacre notamment, au sein du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle dont elle est secrétaire générale, aux questions du sexisme au travail et des classifications. Elle a publié chez Albin Michel, en 2009, « Petit traité contre le sexisme ordinaire », en 2014, « La vie en rose, pour en découdre avec les stéréotypes » et, chez Belin, « Le sexisme au travail, fin de la loi du silence ? » en 2017. Elle est commandeure de la Légion d'honneur.

Nouzha GUESSOUS

Biologiste médicale, Ex- Professeure de la faculté de médecine et du CHU de l'Université Hassan II de Casablanca.

Chercheuse en droits humains des femmes et en bioéthique. Essayiste, Co-auteure de livres collectifs et auteure de chroniques et de tribunes sur les questions de droits des femmes et de bioéthique.

Ex- membre de la Commission Royale Consultative chargée de la révision du Code de la famille, nommée par SM le Roi Mohamed VI (2001-2003) qui a élaboré le projet de Code de la famille adopté en Octobre 2003

Ex- membre (2000-2005) et ex-Présidente du Comité international de bioéthique de l'UNESCO (2005 -2007) ayant participé à l'élaboration et la rédaction de « La Déclaration internationale sur les données génétiques humaines » adoptée en 2003 ; puis à celle de « la Déclaration universelle sur la bioéthique et le droits de l'homme » adoptée en 2005

Biologiste médicale, Ex- Professeure de la faculté de médecine et du CHU de l'Université Hassan II de Casablanca.

Chercheuse en droits humains des femmes et en bioéthique. Essayiste, Co-auteure de livres collectifs et auteure de chroniques et de tribunes sur les questions de droits des femmes et de bioéthique.

Ex- membre de la Commission Royale Consultative chargée de la révision du Code de la famille, nommée par SM le Roi Mohamed VI (2001-2003) qui a élaboré le projet de Code de la famille adopté en Octobre 2003

Ex- membre (2000-2005) et ex-Présidente du Comité international de bioéthique de l'UNESCO (2005 -2007) ayant participé à l'élaboration et la rédaction de « La Déclaration internationale sur les données génétiques humaines » adoptée en 2003 ; puis à celle de « la Déclaration universelle sur la bioéthique et le droits de l'homme » adoptée en 2005



Martine JAUBERT

Juriste de formation, Martine Jaubert est cheffe de bureau de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie personnelle et sociale depuis juin 2013. A ce titre, elle définit et met en œuvre pour le Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes de la Direction générale de la cohésion sociale (SDFE/DGCS), l'action publique d'accès aux droits visant en particulier à assurer l'information et la protection des droits des femmes, à défendre leur droit à la dignité. Cette politique s'inscrit dans un cadre interministériel mobilisant des partenaires institutionnels et associatifs.

Marie-Noëlle JOBARD-BACHELLIER

Professeure Emérite à l'Université de Paris – Nanterre. Agrégée des Universités de Droit privé. Directrice et Membre de Centres de recherche de Paris-Nanterre CEDCACE -. CEDIN. Vice-Présidente et Membre du Comité français de droit international privé. Membre des jurys français des Concours de la Sécurité sociale et de la Magistrature et des Agrégations de Droit privé et d'Histoire du droit.

Récemment : Direction scientifique d'une Mission civile des Affaires Etrangères en Afghanistan visant à la rédaction d'ouvrages de droit civil et de droit international privé afghans.

Sujets de prédilection en Droit international privé : L'Ordre public international - L'Europe et le droit international privé.





Gwenola JOLY COZ

Magistrate de l'ordre judiciaire. Titulaire d'un master 2 en droit pénal, elle a intégré l'Ecole Nationale de la Magistrature en 1990.

Après avoir exercé 7 années les fonctions de juge d'instruction en métropole et en Guyane, le Conseil Supérieur de la Magistrature lui confie la présidence d'un premier tribunal de grande instance en 2004 (Mayotte), puis d'un second en 2008 (Thonon les Bains). Elle est ensuite nommée secrétaire générale de l'Inspection des services judiciaires puis directrice de cabinet de la secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes. En juin 2013 elle fonde l'association « femmes de justice » en même temps qu'elle préside depuis janvier 2016 le 11ème tribunal de France (Pontoise).

Floriane MAISONNASSE

Docteure en droit et Maître de conférences en droit privé à l'Université Paul Valéry – Montpellier 3. Ses recherches portent sur l'articulation des solidarités familiales et collectives dans la prise en charge des vulnérabilités dues au vieillissement, à la dépendance des personnes âgées, au handicap, à l'isolement ou à la monoparentalité.



Sophie MAITRE

Magistrate judiciaire depuis 2009, Sophie Maitre a exercé les fonctions de juge des enfants pendant 3 ans à Charleville-Mézières avant de devenir juge aux affaires familiales au tribunal de grande instance de Saint-Etienne de 2012 à 2014 puis au tribunal de grande instance de Paris de 2014 à 2016. Lors de ce dernier poste en juridiction, elle a également exercé les fonctions de juge des tutelles des mineurs. Depuis janvier 2017, elle est affectée à l'administration centrale du ministère de la justice à la Direction des Affaires Civiles et du Sceau au bureau du droit des personnes et de la famille.

Kholoud MILANI

Travaille depuis 2009 jusqu'en 2014 dans le secteur associatif, en tant que chargée de projets ciblant la défense des droits humains, la promotion de l'égalité hommes / femmes et le développement économique et social.

Elle est titulaire d'une Licence en Langue et Littérature Française et d'un master en Genre, Société et Culture, de l'Université Hassan II de Ain Chock - Casablanca. Kholoud MILANI prépare une thèse de doctorat en Sciences Sociales à l'Université Hassan II de Ain Chock - Casablanca sur : « Les attitudes différenciées des hommes et des femmes face aux situations disparates générées par l'héritage » sous la direction des professeurs Hayat ZIRARI et Jamal KHALIL.

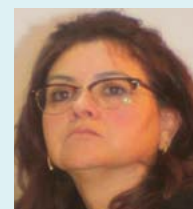


Rabea NACIRI

A enseigné pendant 23 ans à l'université Mohamed V de Rabat (Maroc). Elle est membre de plusieurs organisations et réseaux des droits de l'homme et des droits des femmes au Maroc, dans la région arabe et au niveau international.

Rabéa Naciri est l'auteur de plusieurs publications sur les réformes législatives, le mouvement des femmes, la société civile et les processus électoraux et démocratiques.

Actuellement, Rabéa Naciri est membre du Conseil consultatif du réseau international « Women's Learning Partnership-WLP ». Elle est également membre du Conseil national des droits de l'homme du Maroc et du Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique.



Rajaa NADIFI

Professeure Chercheuse (PES) Faculté des Lettres et des Sciences Humaines -Ain Chock – Université Hassan II de Casablanca, Directrice du Laboratoire de recherche GELM (Genre Education Littérature Médias), Responsable Master : Genre, Sociétés et Cultures. Direction de programme (en co-direction avec G. Gillot) : Valorisation des études de genre et publication de Cahiers de recherche sur le genre de l'Université Hassan II de Casablanca (chez éditeur Afrique/Orient). Organisation des Etats Généraux de la recherche et de la formation sur le Genre au Maroc, partenariat avec l'UNESCO et l'IRD (publication en cours UNESCO ET UH2C). Partenaire dans projet

IMAGES (International Men and Gender Equality Survey) Région MENA- PROMUNDO et UN Women- Enquête Maroc.

Rajaa NAJI MEKKAoui

Professeure de droit depuis 1991 à l'Université Mohammed V de Rabat-Agdal. Elle enseigne le droit de la santé, le droit de la famille et le droit pénal.

Première femme à avoir animé une lecture coranique devant Sa Majesté le Roi (causerie religieuse), le gouvernement et les grands Ulémas, elle a depuis été à plusieurs reprises nommée parmi les personnalités les plus influentes du monde arabe. Elle fut invitée par Sa Majesté le Roi Mohamed VI à siéger au sein de la Commission consultative de révision de la Constitution en 2011. Elle a écrit de nombreux articles et ouvrages notamment en droit des successions.



Abdallah OUNNIR

Professeur –cofondateur de la faculté des sciences juridiques économiques et sociales (depuis sa création à nos jours) et à l'ENCG depuis sa création jusqu'en 2007. Tanger. Coordonnateur Master spécialisé : « Genre et Droits des femmes des deux rives de la Méditerranée » dans le cadre du programme Tempus, depuis 2008, date de sa création à nos jours. Expert -membre du sous-comité des Nations unies pour la prévention de la torture (SPT) depuis Janvier 2017. Ancien membre de la commission régionale des droits de l'homme. Tanger-Tétouan. Domaines de compétence et de recherche : Droit privé, droit de la famille, droit international

privé, droit pénal international et humanitaire, criminologie, droits humains et approche genre des disciplines juridiques.



Marc PICHARD

Professeur de droit privé à l'Université Paris-Nanterre. Ses travaux portent sur les sources du droit, le droit (patrimonial et extrapatrimonial) des personnes et des familles et les liens entre genre et droit. Coreponsable du projet Recherches et études sur le genre et les inégalités dans les normes en Europe (REGINE), il a codirigé dans ce cadre trois ouvrages (avec Stéphanie Hennette-Vauchez et Diane Roman, La loi et le genre. Études critiques de droit français, CNRS éd., 2014 et Genre et droit. Ressources pédagogiques, Dalloz, 2016 ; avec Camille Viennot, Le traitement juridique et judiciaire des violences conjugales, Mare & Martin, 2016)

Nicolas RAFIN

Maître de conférences en sociologie à l'Université de Nantes, Nicolas Rafin est membre du Centre nantais de sociologie (CENS). Ses travaux de recherche portent principalement sur la justice familiale, les professions judiciaires et les représentations de la Justice et du droit. Il a réalisé une thèse de sociologie sur le traitement judiciaire des séparations conflictuelles à partir d'une enquête ethnographique durant plusieurs années au sein d'institutions judiciaires françaises. Depuis, membre d'un collectif de chercheurs en sciences sociales sur le traitement judiciaire des ruptures d'union, il engage, par ailleurs, des travaux sur l'encadrement législatif et judiciaire des châtements corporels à visée éducative.



Leila RHIWI

Depuis juillet 2012, Mme Leila Rhiwi est la Représentante du Bureau Multi-pays de l'ONU Femmes pour le Maghreb. Elle a rejoint l'UNIFEM (actuellement ONU Femmes) en 2005, et a assuré le développement, la supervision, et le suivi des programmes au Maroc, en Algérie, en Tunisie et en Mauritanie. Mme Rhiwi a été en charge de la coordination auprès de la présidence de l'Instance Équité et Réconciliation, et a été enseignante en communication pendant plus de 15 ans. Tout au long de son parcours militant et de sa carrière professionnelle, Mme Rhiwi a joué un rôle considérable dans la promotion des droits humains des femmes, de la lutte

contre les violences fondées sur le genre, de la participation politique des femmes, et de leur rôle dans la construction de la paix.



Sophie ROBIN-OLIVIER

Professeure à l'école de droit de la Sorbonne où elle assure notamment des cours d'introduction au droit comparé, de droit social européen, de droit des discriminations, de contentieux de l'Union européenne ainsi qu'un séminaire intitulé « Free Trade and Social Justice ». Elle dirige le double diplôme en droit français et américain (JD/Master) délivré par les Universités de Paris I, Columbia et Cornell. Elle a enseigné plusieurs années aux Etats-Unis (Boston College law school). Elle tient, à la Revue de Droit du Travail, la chronique de droit comparé du travail et à la Revue trimestrielle de droit européen, une chronique consacrées à la politique sociale de l'Union européenne. Elle a publié, en 2016, un ouvrage intitulé « Manuel de droit du travail européen » (Bruylant, Bruxelles) et, en 2015, « Les contrats de travail flexibles, une comparaison internationale » (Presses de Sciences Po).



Fatna SAREHANE

Professeure de l'Enseignement Supérieur à l'Université Hassan II Aïn Chock-Casablanca, Faculté des Sciences Juridiques, Economiques, Politiques et sociales Collaboratrice au Journal de Droit international (Clunet), chronique de la jurisprudence marocaine, Juris-classeur, législation comparé, Marco, fasc. 60, conflits de lois et conflits de juridictions. Fasc.20, Statut personnel : droit commun, capacité mariage, divorce et filiation (mise à jour 2013). Fasc., Statut personnel : Droit commun, succession, testament et donation, (mise à jour 2017). Ouvrages collectifs : L'application du code de la famille : acquis et défis (2006) ; Traite transnationale des personnes (état des lieux et analyse des réponses au Maroc) (2009) ; Les droits maghrébins de la famille à l'épreuve du droit français (2009).



Bernard VAREILLE

Professeur agrégé de droit privé à l'Université de Limoges, dont il est président honoraire. Directeur scientifique du Centre de Recherches sur l'Entreprise, les Organisations et le Patrimoine (EA 4332), il enseigne depuis plus de 25 ans aux centres de formation professionnelle des Notaires de Paris et Toulouse. Il est titulaire de la chronique Régimes matrimoniaux à la Revue Trimestrielle de Droit civile et de la chronique Successions, Libéralités, Indivision, au Defrénois. Ses travaux portent en particulier sur les évolutions législatives et jurisprudentielles en droit patrimonial de la famille.



Ismail WARSCHIED

Docteur de l'EHESS en « Histoire et civilisations », diplômé de l'université de Genève, Ismail Warscheid est chargé de recherche au CNRS et membre de l'Institut de recherche et d'histoire des textes à Paris. Ses travaux portent sur l'histoire du malikisme dans l'Occident musulman. Il voue un intérêt particulier au développement de traditions juridiques dans les sociétés sahariennes entre le XVIIe et le XIXe siècle. Parmi ses publications récentes :

Droit musulman et société au Sahara prémoderne : La justice islamique dans les oasis du Grand Touat (Algérie) aux XVIIe - XIXe siècles, Leyde, Brill, 2017.



Le Droit de service des femmes
est organisé par :

